

**Union européenne - États-Unis -
Corée du Nord - Brexit - Migrations
- Turquie - Venezuela - Entretien de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes,
avec «France Info» - extraits
(Paris, 09 août 2017)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

Q - Je voulais vous faire réagir, pour commencer, à cette déclaration assez fracassante qui est survenue hier soir, elle nous arrive des États-Unis, et je voulais faire réagir celle qui a fait carrière, ou l'essentiel de sa carrière dans la diplomatie. Écoutez Donald Trump : «La Corée du Nord ferait mieux de ne plus proférer de menaces envers les États-Unis, elle pourrait se heurter au feu et à la colère, d'une ampleur que le monde n'a jamais vue. Kim Jong-Un a été très menaçant, au-delà de ce qui est acceptable, et je le répète, ils se heurteront au feu, à la colère, et à une véritable puissance, comme le monde n'en n'a jamais vue jusqu'ici.»

Nathalie Loiseau, est-ce qu'il faut prendre une telle déclaration au sérieux et est-ce que c'est inquiétant ?

R - La situation est inquiétante, les tirs de missiles qui ont été faits par la Corée du Nord, contrairement à tous ses engagements internationaux, contrairement à toutes les demandes du conseil de sécurité, c'est inquiétant. Ce sont des tirs qui menacent les pays de la région, qui éventuellement menacent les États-Unis, donc la situation est inquiétante, elle est prise très au sérieux. Il y a eu un vote de nouvelles sanctions, à l'encontre de la Corée du Nord, qui a été passé au conseil de sécurité, voté à l'unanimité, y compris par la Chine, qui est quand même le pays traditionnellement le plus proche de la Corée du Nord, donc la situation est inquiétante.

Q - Est-ce que ce vocabulaire, est-ce que cette tonalité tout en testostérone, est-ce que c'est utile pour essayer de trouver une solution diplomatique ?

R - C'est la tonalité de Donald Trump, ce n'est pas la première fois qu'on l'entend s'exprimer de cette manière.

Q - Et, pour être clair, est-ce que Donald Trump vous fait peur quand il parle comme cela ?

R - C'est très inhabituel d'utiliser ce type de vocabulaire face à un leader nord-coréen qui a lui-même tendance à aller dans l'outrance, ce qu'il faut c'est évidemment arriver à une désescalade, c'est arriver à convaincre la Corée du Nord de revenir...

Q - Ce qui n'a, pour l'instant, pas trop marché !

R - Ce qui pour le moment n'a pas encore fonctionné.

Q - Puisque la Corée du Nord a aussitôt réagi avec de nouvelles menaces.

R - Bien sûr, tout à fait.

Q - Vous craignez que cela aille très loin ?

R - C'est une situation très préoccupante oui, tout à fait.

Q - Un mot, pour revenir en France, de la situation des migrants. Je n'ai pas besoin de vous présenter Cédric Herrou, qui a été condamné hier à 4 mois de prison avec sursis. C'est une sanction qui divise, qui fait débat en tout cas dans l'opinion, et Cédric Herrou a tenu à envoyer un message au président Macron hier, et donc à son gouvernement : Cédric Herrou : «Nous agissons par une défaillance d'État, moi j'invite beaucoup ce Parquet à venir dans la vallée de la Roya, et venir en montagne voir les petits noirs se faire courser par la police. Moi je voudrais que Macron réagisse un peu là, moi j'appelle Monsieur Macron de réagir à ce qui se passe en ce moment parce que c'est grave.».

Votre réaction à cet appel et à cette décision de justice. On sait qu'un ministre ne commente pas les décisions de justice, mais il y a tout de même un débat dans l'opinion, donc !

R - Je ne sais pas s'il y a un débat dans l'opinion, mais on est dans un État de droit, on peut avoir des convictions, manifestement Cédric Herrou est un militant convaincu. On ne prend pas de type d'action à la place de l'État, à la place du gouvernement, et en contradiction avec la politique d'un gouvernement.

Q - L'État de droit c'est aussi celui qui demande à la maire de Calais d'installer, par exemple, de l'eau à disposition des migrants, ce qu'elle refuse de faire.

R - Non, c'est l'État qui va le faire, et les associations, et il va y avoir deux centres d'accueil pour les migrants, qui sont en train d'être ouverts dans le Nord de la France. Qu'est-ce qu'on souhaite, dire que la France va, du jour au lendemain, accueillir tous ceux qui veulent y venir, indistinctement, qu'ils soient réfugiés ou qu'ils soient migrants économiques ? Il n'y a pas un pays au monde qui serait en situation de le faire.

Q - On entend ce discours qui est un discours, pardon, d'autorité plutôt répressive. D'ailleurs, qui est le plus monté au créneau sur ce sujet, c'est le ministre de l'intérieur Gérard Collomb. Est-ce qu'on n'a pas aussi besoin d'entendre le Quai d'Orsay pour traiter aussi sur le sujet sur les autres volets ?

R - D'une part, ce n'est pas parce qu'on ne parle pas qu'on ne travaille pas, c'est même parfois le contraire. J'étais récemment en Italie, pour une visite qui était essentiellement sur cette question des migrations, parce que l'Italie est confrontée à un phénomène d'augmentation très massive des migrations illégales...

Q - Et depuis des années.

R - Depuis l'année dernière, pour être tout à fait exacte.

Q - Mais l'Italie supporte une partie du poids de ces migrations à la place d'un certain nombre de pays européens.

R - L'Italie est le pays le plus proche des côtes libyennes, donc par construction, par géographie, c'est en Italie qu'arrivent les bateaux de migrants. J'y suis allée pour voir notamment la force européenne qui lutte contre les trafiquants, contre les passeurs, donc on travaille là-dessus de manière très concrète...

Q - Qu'est-ce que vous leur avez dit aux Italiens ? Ils sont très mécontents, ils ont l'impression d'être seuls, d'être livrés, tout seuls, à ces flux de migrants.

R - Il faut faire la part des choses en Italie, entre la réalité, ce que dit la presse, et le fait qu'on est en précampagne électorale, et que le gouvernement est confronté à une opposition, de partis d'opposition, et puis même à certaines tensions au sein du parti majoritaire au gouvernement italien, donc il y a du positionnement, il y a de la posture. Le gouvernement italien n'est pas seul, l'Union européenne soutient les efforts du gouvernement italien, il y a 900 millions d'euros qui ont été transférés à l'Italie pour les aider à lutter...

Q - Il y a aussi eu des moments, dans l'histoire récente, où les pays européens ne se précipitaient pas pour donner un coup de main aux Italiens et notamment lorsqu'il y avait des afflux sur l'île de Lampedusa.

R - Il y a un problème majeur, notamment dans certains pays de l'Est de l'Europe, qui ont décidé que la question des migrants ne les concernait pas, ce qui est inacceptable. De notre côté, nous avons pris des engagements en matière de, ce qu'on appelle la relocalisation, c'est-à-dire les demandeurs d'asile, d'en accueillir davantage et de les accueillir plus vite, c'est ce que nous sommes en train de faire.

Q - Madame Loiseau, il y a un sujet sur lequel on aurait besoin d'un éclaircissement. Le président de la République a annoncé, à propos des migrants, qu'il voulait ouvrir des «hot spots», des centres de traitement administratif en Libye...

R - Il n'a pas dit cela.

Q - Et patatras, quelques jours plus tard, le ministre de l'intérieur, encore lui, dit «ah ben non, on n'a pas les moyens de le faire.» Alors, qui croire ?

R - Vous caricaturez - c'est votre travail, je ne vous le reproche pas - mais ce n'est pas du tout ce que le président de la République a dit...

Q - J'essaye de comprendre.

R - Y compris le jour où il s'est exprimé, je crois que c'était à Orléans, moi j'étais à Rome ce jour-là en train de traiter les questions migratoires, donc je peux vous assurer que j'ai suivi cela avec énormément d'attention. L'idée c'est d'empêcher que des migrants meurent en mer, j'allais dire quasi-quotidiennement, depuis le début de l'année c'est 2.500 morts en Méditerranée. C'est donc de pouvoir examiner les demandes d'asile, de ces personnes qui souhaitent venir en Europe, quand ils sont encore sur le continent africain. Ce n'est évidemment pas aujourd'hui, en Libye, compte tenu de la situation qui prévaut dans ce pays, qu'on va pouvoir le faire dans des conditions de sécurité et de respect de la personne satisfaisantes.

Q - Donc Emmanuel Macron s'est avancé.

R - Donc l'idée c'est de le faire au Niger, peut-être au Tchad, il va y avoir des missions de l'OFPRA qui vont avoir lieu avant la fin de l'été, avec le HCR, avec l'Office international des migrations, pour pouvoir faire ce travail du côté africain.

Q - Il y a un tout petit peu plus d'un an les britanniques votaient pour le Brexit, les négociations sont longues, difficiles, où en est-on et surtout vers quelle issue se dirige-t-on ? On évoque maintenant un éventuel retour en arrière, un maintien en termes de calendrier et de position de la France, où en est-on ?

R - On regrette cette décision britannique, elle n'est bonne ni pour l'Europe, ni probablement pour le Royaume-Uni, pas davantage, simplement il faut en prendre acte, il ne faut pas vivre dans un monde rêvé, en se disant demain il va y avoir un deuxième référendum et finalement les Britanniques vont s'apercevoir qu'ils ont fait une erreur, ils vont revenir en arrière. Il n'y a pas un homme politique ou une femme politique britannique qui le propose. Donc on travaille à une sortie de l'Union européenne de la part du Royaume-Uni la plus ordonnée et la plus équitable possible. On en est dans la première partie, c'est-à-dire les conditions du retrait, en gros les conditions du divorce.

Q - Combien vont payer les Anglais, 60 milliards, 40 milliards, 120 milliards ?

R - Pour le moment la question, c'est d'abord de se mettre d'accord sur la méthode, comment calcule-t-on ce que les Britanniques doivent ?

Q - Combien vous demandez vous, l'Union européenne.

R - Ce n'est pas nous, Français, c'est l'Union européenne, il y a un négociateur avec une équipe, c'est Michel Barnier, il négocie au nom des 27. On a énormément de chances parce que c'est quelqu'un de formidable, on lui fait confiance.

Q - Les 27 sont d'accords sur la somme à réclamer ?

R - On ne s'est pas mis d'accord sur une somme, on s'est mis d'accord sur une méthodologie pour lister les engagements qui ont été pris par les Britanniques et les Britanniques ont reconnu avoir pris des engagements juridiques, quand vous êtes membre de l'Union européenne, vous avez un certain nombre de montants payer au fur et à mesure des années.

Q - Alors prenons la situation à l'envers, qu'est-ce qui coince ?

R - Pour le moment en dehors de la reconnaissance d'engagement juridique, les Britanniques n'ont pas commencé à partager avec nous la moindre position sur comment on calcule le montant de leur dû.

Q - Très clairement ils ne sont pas d'accords entre eux, c'est cela le problème sur le type de Brexit qu'ils veulent.

R - Ce qui est assez impressionnant pour le moment et vous avez parfaitement raison, c'est qu'il y a une unité des 27 membres de l'Union européenne et il y a quand même une certaine cacophonie à l'intérieur du monde politique britannique. On a vu, vous avez fait allusion au montant du règlement financier, il y a eu une fuite dans un journal dimanche dernier...

Q - Il parlait de 40 milliards.

R - C'est une fuite anonyme donc cela peut être un ballon d'essai, cela peut être la position isolée d'une partie du gouvernement britannique, cela n'aide pas vraiment à la clarification. Le gouvernement britannique a annoncé qu'il y aurait une douzaine de papiers, de positions britanniques qui seraient publiés d'ici la rentrée, d'ici début septembre, on y verra sans doute plus clair. Pour le moment le seul sujet sur lequel on a vraiment commencé à travailler sérieusement, c'est la situation des citoyens européens au Royaume-Uni et celles des citoyens britanniques.

Q - Trois millions, ils sont trois millions.

R - Trois millions.

Q - Vous leur dites quoi d'ailleurs ils sont inquiets ?

R - Pardon ?

Q - Ils sont inquiets, trois millions qui ne savent pas ce qu'ils vont devenir.

R - Nous avons une position qui est très claire, c'est qu'on veut qu'ils puissent conserver les mêmes droits que ceux qu'ils ont aujourd'hui et de manière durable, c'est la raison pour laquelle on souhaite notamment qu'ils soient toujours sous le coup du droit européen et non pas d'un droit britannique qui pourrait évoluer à tout moment, et donc ils n'auraient aucune garantie.

Q - Justement le droit européen, ce qui provoque une forme de rejet de l'Europe en France depuis des années, c'est une directive sur les travailleurs détachés, il y a un voyage qui est prévu en Bulgarie, en Roumanie, en Autriche dans quelques jours, fin août avec le président Macron, vous voulez obtenir quoi sur cette directive ?

R - On veut un meilleur équilibre de telle sorte qu'on mette fin au dumping social. Ce qui pose problème en Europe, c'est le déséquilibre, notamment en matière de protection sociale entre une partie de l'Europe et une autre partie de l'Europe. Là le mécanisme des travailleurs détachés, il a été décidé en 96 avant l'élargissement de l'Europe.

Q - Parce que, si je résume, le plombier polonais on en parle quand même depuis avant le référendum de 2005, et c'est une situation qui perdure, qu'on entend encore dans les campagnes électorales.

R - Oui, et c'est probablement une situation qui a conduit certains électeurs britanniques vers le Brexit, donc c'est quelque chose qu'il faut prendre très au sérieux, c'est quelque chose que nous, nous prenons très au sérieux depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron. Il y avait sur la table une sorte de texte de compromis qui avait été discuté avant l'arrivée de ce gouvernement, nous avons dit qu'il était insuffisant, donc depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron, depuis ma prise de fonctions, c'est une partie très importante de mon travail, de parler avec l'ensemble des États membres de l'Union européenne, pour monter vers le haut ce texte, faire en sorte que non seulement les travailleurs, en France, soient mieux protégés, ne soient pas victimes d'une concurrence déloyale de travailleurs qui viennent d'autres parties de l'Union européenne, mais aussi que, dans des pays moins avancés socialement, on aille vers du mieux-disant social. On ne va pas condamner un certain nombre de pays à être en permanence les fournisseurs de main-d'oeuvre à bas coût, d'ailleurs cela commence à tirailler dans ces pays-là aussi parce qu'ils ont leurs propres travailleurs détachés qui arrivent de pays encore moins chers, et puis ils

perdent des gens qualifiés qui ne reviennent pas, dans les pays de l'Est, donc c'est un vrai sujet pour tout le monde en fait.

Q - L'Europe et ses frontières. Parlons de la Turquie Nathalie Loiseau, c'est un sujet préoccupant sur le plan politique, sur le plan des droits de l'Homme. Il y a un nouveau journaliste qui est emprisonné depuis quelques jours, il s'appelle Loup Bureau, il est emprisonné parce qu'il réalisait un reportage auprès des Kurdes, et son père, Loïc, a bien voulu répondre et évoquer sa situation. Loïc Bureau : «Quand on communique avec le Consul, ou les autorités diplomatiques françaises, évidemment elles sont très prudentes, elles ne disent pas «c'est une très mauvaise nouvelle», elles sont plus feutrées dans ce qu'elles disent, mais, au fond, on comprend bien que ce n'est pas bon.». Est-ce que vous avez des nouvelles de Loup Bureau ?

R - On suit sa situation très attentivement, parce qu'on est évidemment à la fois très préoccupés et très mobilisés, pour faire en sorte que la procédure qui le concerne aille le plus vite possible, et surtout pour faire en sorte qu'il puisse rentrer.

Q - Parce qu'il est question qu'il soit transféré dans une autre prison aux conditions plus difficiles.

R - J'ai lu cela, ce qui rendrait les choses plus difficiles, en particulier pour son avocat turc, qui, pour le moment, est situé près de son premier lieu de détention. Donc on est très mobilisés, on essaie de lui rendre visite, son avocat français a pu lui rendre visite, il peut...

Q - On peut discuter avec le pouvoir turc aujourd'hui ?

R - Bien sûr.

Q - Il a fallu plus d'un mois pour libérer Mathias Depardon.

R - Bien sûr. Alors, on le fait, je ne vais pas vous dire tout ce qu'on fait, parce que dans ce genre de cas ce n'est pas forcément l'expression publique qui est la plus utile, mais c'est évidemment une préoccupation forte et on est tout à fait mobilisés sur son cas.

Q - En parlant de dérive autoritaire, l'actualité nous emmène régulièrement au Venezuela ces dernières semaines, l'ONU a réagi pour la première fois hier, les pays sud-américains commencent à élever le ton. L'Europe a une position aujourd'hui, est-ce que c'est la même que la position française ?

R - L'Union européenne s'est exprimée la semaine dernière, la France aussi, le président de la République l'a fait. C'est une situation très préoccupante, c'est un usage complètement disproportionné de la force, il y a une absence de dialogue. Il y a aujourd'hui une Assemblée constituante qui n'est reconnue par personne.

Q - Et il y a un risque de guerre civile, très clairement.

Qu'est-ce que la France peut concrètement faire pour aider les deux parties à trouver une solution ?

R - Alors, il faut d'abord regarder ce que peuvent faire les pays de la région, parce que les pays influents sur le Venezuela c'est d'abord les pays de la région. On a vu hier les pays du Mercosur s'exprimer sur la question, il y a des médiations, il y a des tentatives pour faire en sorte que les choses aillent mieux. C'est quand même un désastre ce pays. C'est un pays qui, potentiellement, est extrêmement riche, qui a des réserves de pétrole considérables, qui a fait des choix, économiques, politiques, qui sont tous plus désastreux les uns que les autres, et aujourd'hui la situation de la population est effroyable, c'est-à-dire qu'il y a véritablement des disettes au Venezuela, c'est insensé. (...)/.